



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 22/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TITANOBEL (Moutiers)

Rue de l'Industrie
BP 15
21270 PONTAILLER-SUR-SAÔNE

Références : 2024_626
Code AIOT : 0006200453

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2024 dans l'établissement TITANOBEL (Moutiers) implanté RD 613 - Bois Saint Martin 54660 Moutiers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre d'une action régionale sur le Plan d'Opération Interne (POI) des établissements Seveso Seuil Haut qui doivent faire l'objet, annuellement, d'une visite sur la thématique "risques accidentels". L'exploitant n'a pas été informé de la date et de la nature de l'inspection (contrôle inopiné). L'objet de l'inspection est un exercice POI avec comme scénario un feu de broussailles conduisant à l'incendie d'un dépôt de stockage d'explosifs. L'état des stocks d'explosifs des dépôts a également été contrôlé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TITANOBEL (Moutiers)

- RD 613 - Bois Saint Martin 54660 Moutiers
- Code AIOT : 0006200453
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société TITANOBEL exploite des installations pyrotechniques sur le territoire de la commune de MOUTIERS, autorisées et réglementées par l'arrêté préfectoral 1999-219 du 10 septembre 1999 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Explosifs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'opération interne (POI)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	POI - Fiche "Alerte"	Autre du 30/11/2023, article fiche 5/66	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	POI - Fiche "Logigramme d'intervention"	Autre du 30/11/2023, article Fiche 10/66	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	POI - "Fiches réflexes" - Directeur des opérations internes (DOI)	Autre du 30/11/2023, article Fiches 33-34/66	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Etat des stocks - Timbrage	AP Complémentaire du 29/07/2016, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'exercice d'application du plan d'opération interne (POI), réalisé sans information préalable de l'exploitant, les représentants de la société TITANOBEL ont mis en œuvre les actions essentielles. Le rôle des acteurs et leur fonction ne sont pas complètement maîtrisés et il est demandé à l'exploitant de prendre des dispositions afin d'améliorer cette situation.

Il est également demandé à l'exploitant de compléter le POI en intégrant les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux en cas d'incident. Des précisions sont également demandées sur les conditions de mise en place des barrages routiers et du déclenchement des sirènes PPI indiquées dans le POI.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne (POI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan contient les données et informations prévues aux points a à h de l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014.</p> <p>Cette disposition est applicable aux plans d'opération interne établis ou mis à jour à compter du 1er janvier 2023. Les plans d'opérations interne existants sont mis à jour au plus tard au 1er janvier 2026.</p> <p>Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois</p>

<p>dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1er septembre 2023.</p> <p>Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce plan ne contient pas toutes les données et informations prévues aux points a à j de l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014 puisqu'il manque les dispositions définies au point i) : " Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du Code de l'environnement, les substances générant des incommodités fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023. "</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de compléter le POI en intégrant les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux définies au point i) de l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : POI - Fiche "Alerte"

<p>Référence réglementaire : Autre du 30/11/2023, article fiche 5/66</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Schéma d'alerte : IDENTIFICATION D'UN INCIDENT : Fumées-Flammes-Détonation</p> <p>PERSONNEL PRESENT SUR PLACE (bureau – site) appelle : - SDIS / SAPEURS POMPIERS 18 / 112 - PERSONNEL D'ASTREINTE - POI - 06 14 30 70 02 - BUREAU (HO) : 03 82 46 03 85</p> <p>DECLENCHEMENT DU POI : Application des logigrammes d'intervention - (fiches 9,10 et 11) selon la situation</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Préambule</u> : L'exploitant n'a été informé ni du jour de l'inspection ni de la thématique (contrôle inopiné). Le jour de l'inspection, le chef du dépôt de Moutiers étant en congé, c'est son adjointe qui l'a remplacé. Le responsable du secteur Grand Est a également assisté à l'inspection qui s'est principalement déroulée dans les bureaux du site - salle de réunion. L'objet de l'inspection est un exercice POI avec comme scénario un important feu de broussailles autour du dépôt de stockage d'explosif D1, avec 5 minutes plus tard l'incendie du bâtiment, sans possibilité d'extinction.</p> <p>A la suite de la présentation du scénario, l'adjointe du chef de dépôt : - ordonne l'évacuation du site après avoir eu confirmation par le personnel présent à proximité du dépôt de l'impossibilité d'éteindre l'incendie avec les moyens à disposition ; - appelle* les pompiers en délivrant le message type de la fiche « Alerte téléphonique » 6/66 du</p>

<p>POI ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - appelle* les gendarmes ; - appelle* la préfecture ; - appelle* la commune de Moutiers - déclenche le POI <p>En parallèle le Responsable de secteur Grand Est informe* le siège de TITANOBEL</p> <p>* : les appels téléphoniques sont simulés</p> <p>Le numéro d'appel heures non ouvrées (HNO) de la préfecture inscrit au POI n'est plus d'actualité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier l'actualisation des coordonnées téléphoniques de la préfecture :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Du lundi au vendredi de 8h à 18h : 03 83 34 26 15 - Du vendredi 18h au lundi 8h et en semaine de 18h à 8h le lendemain : 03 83 34 26 26
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : POI - Fiche "Logigramme d'intervention"

<p>Référence réglementaire : Autre du 30/11/2023, article Fiche 10/66</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Respect du logigramme avec l'hypothèse « Extinction impossible ou incendie localisé sur des explosifs » :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Alerter (fiches 6 et 7) et si nécessaire et si possible, éloigner le(s) véhicule(s) chargé(s) - Faire évacuer le site - Tenter d'éteindre le feu avec les moyens d'extinction du bâtiment et environnement - Si possible fermer les portails - Se rendre au Poste de Commandement Etablissement (PCE) établi dans les bureaux du site, rassembler les documents importants et accueillir les secours - Se tenir informer de l'évolution de la situation et <i>si nécessaire</i> Déclencher la sirène avec le signal sonore PPI en mode « réflexe » - Conseiller le Commandant des Opérations de Secours (COS : en général le pompier le plus gradé) et <i>si nécessaire</i> Demander le déclenchement du POI et si non fait : Déclencher la sirène avec le signal sonore PPI)
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'exercice, les actions indiquées sur le logigramme 2 du POI (fiche 11/66) correspondant au scénario retenu, "<i>Incident sur un bâtiment chargé</i>" ont été mises en œuvre, avec en particulier les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rassemblement des documents importants : POI et inventaire des stocks d'explosifs ; - déclenchement de la sirène du site avec le signal sonore PPI (simulation). A 12h00, la sirène du site a été testée avec succès (test du premier mercredi de chaque mois) ; <p>Le Commandant des Opérations de Secours (COS) est tenu informé de la nature et des quantités d'explosifs stockés dans le bâtiment en feu ainsi que de la mise à disposition d'une réserve d'eau à proximité de l'ancienne usine de fabrication. Toutefois, l'information sur les zones d'effets de surpression consécutives au scénario retenu (fiche 54/66 du POI - zones d'effets pour un stockage</p>

de 25 000 kg) ne lui est pas communiquée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier la prise en compte des observations suivantes : - Préciser au point 9 de la fiche réflexe / DOI - 34/66 l'informations essentielle suivante à apporter au Commandant des Opérations de Secours (COS) : la cartographie des zones d'effets correspondant à l'incident en cours (faire référence à cette cartographie annexée au POI) ; - Le logigramme comporte également l'action « <i>Déclencher la sirène avec le signal sonore PPI</i> » : cela paraît concerner uniquement la sirène du site qui ne couvre pas les zones urbanisées des communes potentiellement impactées par l'explosion. Qui déclenche les sirènes des communes de Moutiers et Valleroy, dont le logigramme de commande des sirènes est joint en annexe 14 du POI ? . Ce point est à préciser au POI. Il est indiqué dans le PPI que : « Si l'urgence de la situation l'exige, et ne permet pas de contacter l'autorité préfectorale, l'exploitant déclenche sans délai sa sirène P.P.I. ». L'exploitant mettra en cohérence les dispositions du POI avec celles du PPI . Sur la Fiche 6 et l'annexe 12 du POI, il est indiqué « déclenchement de la sirène POI/PPI » : Y-a-t-il un signal sonore POI et un signal sonore PPI ? (dans le PPI, il est fait référence à une sirène POI).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : POI - "Fiches réflexes" - Directeur des opérations internes (DOI)

Référence réglementaire : Autre du 30/11/2023, article Fiches 33-34/66
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels
Prescription contrôlée : Le chef de dépôt ou le personnel d'astreinte déclenche le POI et assure les fonctions de DOI, jusqu'à l'arrivée d'un responsable hiérarchique. Le Chef de Dépôt puis le Directeur Explosifs France ou le Responsable de secteur reprennent dès leur arrivée la fonction de DOI. 1 - Si ce n'est pas encore fait : alerter les secours extérieurs et le Directeur Explosifs France (fiches 6 et 7) ou son remplaçant le Responsable de Secteur ou encore l'ITC. Si c'est possible, intervenir ou faire intervenir le personnel grâce aux moyens de première intervention à proximité suivant les consignes particulières énoncées sur les fiches « Risques par installation » et « Risques par produit ». 2 - Se rendre au PCE situé dans les bureaux, Usine du Bois Saint Martin, RD613 - 54660 MOUTIERS, point matérialisé sur le plan de la fiche 8 3 - Rassembler, si possible, les documents relatifs à sa fonction au bureau : Le POI et sa documentation technique (plans,...) présent dans la valise d'astreinte ; Le livre de commandes avec les tournées du jour et le personnel affecté à ces tournées ; L'état des stocks. 4 - S'informer de la situation : Nature et évolution du sinistre ; Niveau de processus d'alerte (interne, externe) ; Présence de l'ensemble du personnel au point de rassemblement ; Nombre de victimes ; Présence des secours externes (pompiers, gendarmerie) ; Moyens engagés ou en cours d'engagement (interne, externe) ; Arrivée imminente de camions. 5 - A partir de ces informations, évaluer le sinistre. Si les secours ne sont pas arrivés, les tenir informé de l'évolution du sinistre par téléphone (cf. fiche 6) ou par fax (cf. fiche 37). En cas de danger grave et imminent (risque de détonation), déclencher la sirène avec le signal sonore PPI en mode « réflexe » (site et communes). 6 - Tant que les secours ne sont pas arrivés, organiser la mise en place des barrages avec le personnel de TITANOBEL pour empêcher l'approche du site (suivant le plan de la fiche 8). Transmettre cette mission à la gendarmerie dès son arrivée. Prévenir les camions en approche par téléphone : ils doivent se garer sur un emplacement conforme et attendre les instructions qui seront données par téléphone.

<p>7 - Accueillir les secours externes au PCE et les informer de la situation.</p> <p>8 - Continuer à informer les différentes administrations (PREFECTURE, MAIRIE, DREAL), suivant la fiche 37, ainsi que la hiérarchie de TITANOBEL. La direction générale de TITANOBEL s'occupera de la communication vers les médias, toutefois, le DOI peut communiquer vers les médias en utilisant uniquement la fiche 38.</p> <p>9 - Conseiller le Commandant des Opérations de Secours (en général le pompier le plus gradé) afin : d'identifier les zones dangereuses; d'indiquer les emplacements des personnes présentes; d'évaluer les évolutions possibles du sinistre; de donner un avis sur la stratégie à tenir.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'exercice, l'adjointe au chef de dépôt a endossé le rôle de DOI, sans toutefois avoir la connaissance du transfert de cette fonction à un responsable hiérarchique.</p> <p>Le Responsable de secteur Grand Est, qui devait reprendre la fonction de DOI n'a pas connaissance de cette attribution notée dans les fiches réflexes pages 33 et 34/66 du POI.</p> <p>L'organisation de la mise en place des barrages sur la route départementale avec le personnel de TITANOBEL n'est pas mise en œuvre lors de l'exercice. Cette mission, qui selon la fiche 8/66 doit être engagée si l'effectif est suffisant, ne paraît pas suffisamment cadrée : pose des panneaux sur la route départementale ? Dans ce cas de figure quel est l'ordre de pose de la signalisation (procédure de pose), mise à disposition des panneaux des forces de l'ordre ou du gestionnaire de la voie ?, etc.</p> <p>A noter que l'exploitant dispose de 12 panneaux de signalisation temporaire « ROUTE BARREE » entreposés dans le garage situé à proximité des bureaux du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'il a pris des dispositions afin de garantir, dans tous les cas de figure, que le personnel susceptible d'intervenir en cas d'incident connaît l'attribution des fonctions de chacun, en particulier celle de DOI, et que le personnel susceptible d'exercer la fonction de DOI maîtrise la mise en œuvre du POI ; - préciser la procédure de mise en œuvre des barrages routiers (suffisance de l'effectif, procédure de pose, etc.) Il semble que les seuls panneaux de signalisation temporaire stockés sur le site ne soient pas suffisants pour barrer une route. Le barrage des routes semble faire partie des actions à effectuer dans le cadre du PPI, sachant que c'est une action à entreprendre en coordination avec les gestionnaires des voiries départementales et communales : l'exploitant mettra en cohérence les dispositions du POI avec celles du PPI.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Etat des stocks - Timbrage

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/07/2016, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques accidentels</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rubrique 4220-1 - Produits explosifs (stockage de), à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public.</p> <p>XXXXX : XXXXXXXXXXXXXXXX (<i>Informations sensibles non communicables au public</i>)</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Informations sensibles non communicables au public</i></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

